

AFFAIRE N°12 - Assainissement 10ème tranche - Emprunt d'un montant de 3 200 000 F à contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

LE MAIRE donne lecture du rapport.

Mesdames, Messieurs et Chers Collègues,

Par délibération en date des 17 septembre 1974 et 30 juin 1975; vous avez adopté les avant-projets relatifs aux travaux de la 10ème tranche d'assainissement.

Le coût de l'opération a été chiffré à 4 000 000 F.

La Municipalité bénéficiant, au titre de l'année 1975, d'une subvention du FIDOM de 800 000 F? je vous demande, Mesdames et Messieurs, de m'autoriser :

- à solliciter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations un emprunt de 3 200 000 F, destiné à parfaire le financement de ces travaux ;

- à inscrire au chapitre 902 - article 131 du Budget Communal une somme de 1 000 F à titre de participation aux frais d'instruction des dossiers.

Mesdames et Messieurs, je vous sou mets le rapport dont lecture vient de vous être donnée.

LE MAIRE donne lecture de l'avis des Commissions des Finances et des Travaux Publics :

"Favorable. Les commissions rappellent que les travaux concernés sont :

- Assainissement Chemin Départemental 60 (Route de Moufia), la RN 2 entre le Chemin Desbassyns et des Deux-Canons.

- L'acquisition d'une station mini-bloc et la réalisation de la voirie primaire de la ZAC des Patates à Durand."

Mesdames et Messieurs, je mets aux voix le rapport ci-dessus.

+

+

+

Le Conseil Municipal,  
Sur le rapport du Maire,  
Après en avoir délibéré,  
Prend la délibération dont la teneur suit :

ARTICLE 1 - Le Maire est invité à réaliser auprès de la Caisse des Dépôts ou de l'une des Caisses dont elle a la gestion, aux conditions de ces établissements, l'emprunt de la somme de F TROIS MILLIONS DEUX CENT MILLE, destiné à financer les travaux d'assainissement 10ème tranche et dont le remboursement s'effectuera en quinze années à partir de 1976.

Ce prêt portera intérêt au taux en vigueur à la date de l'établissement du contrat et dans la limite des taux maxima fixés pour l'ensemble des emprunts contractés par les Collectivités Locales par le Ministre de l'Intérieur en accord avec le Ministre de l'Economie et des Finances.

ARTICLE 2 - La Commune disposera, pour retirer les fonds, d'un délai de six mois à partir de la date de la signature du contrat par le Directeur Général de la Caisse des Dépôts.

Si, à l'expiration de ce délai, la totalité des fonds n'a pas été retirée, la Caisse des Dépôts procédera à l'annulation du contrat ou à la réduction de son montant.

ARTICLE 3 - Pour se libérer de la somme empruntée, la Commune paiera en quinze annuités constantes comprenant le capital et les intérêts, calculés au taux indiqué ci-dessus.

Elle s'engage, pendant toute la durée du prêt, à créer et à mettre en recouvrement en cas de besoin les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement des annuités.

ARTICLE 4 - Toute annuité non versée à la date à laquelle elle sera devenue exigible portera de plein droit à partir de cette date au taux du prêt majoré de trois unités.

ARTICLE 5 - La Commune aura la faculté d'effectuer des remboursements par anticipation au cours de la deuxième moitié de la période d'amortissement mais seulement à la date d'une échéance normale et avec préavis d'un an.

Ces remboursements donneront lieu au paiement d'une indemnité égale au montant d'un semestre d'intérêts du capital remboursé par anticipation.

ARTICLE 6 - La Commune s'engage :

- 1° - à effectuer, dès leur encaissement, à des remboursements anticipés, pour lesquels il ne sera exigé ni préavis, ni indemnité, les subventions qui viendraient à être attribuées après la réalisation du prêt et auraient pour effet de réduire sa participation dans le coût de l'opération à une somme inférieure au montant du prêt,
- 2° - à reverser sans délai les sommes non employées, dans le cas où l'opération pour laquelle le prêt a été consenti ne serait pas réalisée ou serait d'un coût inférieur au montant prévu.

ARTICLE 7 - La Commune prendra à sa charge les impôts présents et futurs ainsi que les droits et frais pouvant résulter du présent emprunt.

ARTICLE 8 - Monsieur le Maire est autorisé, et en son absence, Le Premier Adjoint, à signer le contrat à intervenir pour régler les conditions du prêt.

vu  
Saint-Denis, le 18 août 1975  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

x  
x  
x  
Signé: J. P. FROUST  
Pour copie certifiée conforme  
Le Directeur des Finances et  
des Collectivités Locales. P. GSAWV